

Nouvelle-Zélande, en Afrique, dans les Antilles, dans les Indes, et en un mot partout où flotte le pavillon britannique. Si la France est en guerre, elle peut être attaquée non seulement chez elle, mais dans ses possessions. Si l'Allemagne est en guerre, elle peut être non seulement attaquée en Allemagne, mais aussi partout où flotte son drapeau. Il ne s'ensuit pas cependant que parce que l'Angleterre fera la guerre nous devons la faire, nous aussi; j'expliquerai cela dans un instant. Mais comme la proposition que j'ai énoncée a été contestée dans certains endroits de ma province natale, je me permettrai de rappeler à la mémoire des membres de cette Chambre un incident qui n'est pas encore vieux de dix ans. En 1898, les Etats-Unis déclarèrent la guerre à l'Espagne. Le but de cette guerre était de libérer Cuba de la domination espagnole. Les Cubains étaient en insurrection depuis plusieurs années. Le congrès des Etats-Unis décida de venir à leur secours, et il envoya une armée à Cuba afin d'aider les insurgés cubains à délivrer leur île de la domination espagnole, et ils y réussirent. Mais en même temps le congrès envoyait une escadre aux îles Philippines dans l'océan Pacifique, une possession espagnole, et cette escadre s'empara de ces îles. La même chose peut se répéter. Si l'Angleterre est en guerre, nous sommes exposés à être attaqués. Je ne dis pas que nous serons toujours attaqués, et je ne dis pas non plus que nous devons prendre part à toutes les guerres de l'Angleterre. C'est une matière qui doit être réglée suivant les circonstances et sur laquelle le Parlement canadien aura à se prononcer au meilleur de son jugement.

Quelques VOIX: Oh! oh!

Quelques VOIX: Très bien! très bien!

Sir WILFRID LAURIER: Se peut-il qu'il y ait dans cette Chambre des hommes si dépourvus du sens du gouvernement responsable pour nier une proposition de ce genre? On me permettra de donner un exemple. Je fais appel à l'histoire et j'espère pouvoir convaincre tous les membres de cette Chambre. Pendant le dix-neuvième siècle, l'Angleterre a été plus d'une fois menacée d'hostilités. En 1861, elle a été bien près de venir en guerre avec les Etats-Unis—par bonheur la Providence nous en a protégés—lorsqu'un navire américain le "San-Jacinto" enleva sur un steamer du courrier anglais les deux délégués Slidell et Masson, qui avaient été envoyés en Europe comme agents de la confédération du Sud. C'était un acte de guerre de la part des Etats-Unis, et il fut interprété avec droit de cette façon, mais les Etats-Unis cédèrent et la guerre fut évitée. Si la guerre eut été déclarée immédiatement, nous y aurions été engagés, et

il eut été de notre devoir immédiat non seulement de défendre notre territoire, mais d'aider l'Angleterre dans la lutte. Il y a un autre exemple. L'Angleterre faisait la guerre à la Russie en Crimée. Pour ma part je ne crains pas de dire que si l'Angleterre entreprenait aujourd'hui cette guerre dans les mêmes circonstances, j'hésiterais beaucoup avant de consentir à prendre part à une guerre de ce genre, si les conditions étaient les mêmes qu'alors. Mais les circonstances sont changées, parce que nous avons aujourd'hui la Colombie-Anglaise, et si une guerre survenait entre l'Angleterre et la Russie, notre premier devoir serait de défendre la Colombie-Anglaise qui pourrait être attaquée sur l'océan Pacifique.

Je sais parfaitement qu'en exprimant cette opinion l'autre jour, et que je répète aujourd'hui devant cette Chambre, je choque plusieurs bons conservateurs. J'ai été accusé de trahison. Je commence à m'y habituer. J'ai entendu bien souvent ces accusations dans ma province, et je les ai aussi entendues dans la province d'Ontario. Il est si facile de porter des accusations de trahison. L'autre jour, je disais à Toronto que nous étions sujets anglais, sujets de Sa Majesté le roi, et en parlant de la souveraineté du roi, j'ai prononcé par mégarde le mot suzerain, et j'ai appris depuis que j'avais choqué plusieurs tendres âmes. J'ai choqué par exemple l'âme tendre de mon honorable ami de Toronto-nord (M. Foster). En parlant de ce discours, quelques jours après, il disait:

Des discours un peu insensés, ou plutôt même dangereux ont été prononcés sur ce thème. On a dit que nous avions arraché à l'Angleterre notre autonomie financière, notre autonomie politique, et même notre autonomie navale, et la dernière addition est notre autonomie virtuelle dans les relations internationales, et nous ne devons plus, maintenant, lorsque nous nous inclinons devant le roi Edouard pour le saluer, l'appeler souverain, mais suzerain. C'est une erreur qui crée une fausse idée.

Si ces paroles n'ont été prononcées que comme ornements de style, elles ne sont qu'insensées. Si, au contraire, elles sont réfléchies et sérieuses, elles sont révolutionnaires. Nous ne pouvons pas avoir d'autonomie absolue en aucune de ces choses et rester dans l'empire.

Mon honorable ami veut-il simplement jouer sur les mots? Si j'avais dit "souverain", c'eût été parfaitement loyal, mais j'ai dit "suzerain" et cela sent la déloyauté. Monsieur l'Orateur, je regrette de dire à mon honorable ami que j'ai dû me frotter les yeux pour voir si j'étais bien éveillé, lorsque j'ai lu cette critique. Je ne prétends pas être un maître de la langue anglaise, mais je crois la connaître un peu, et j'ai toujours compris que s'il y avait une différence entre "souveraineté" et "suzeraineté", cette différence n'était qu'une ombre, et que des hommes très éminents ont appliqué indifféremment les deux mots